



Centre d'études interaméricaines

Institut québécois des hautes études internationales
1030, avenue des Sciences-Humaines, Local 5455
Pavillon Charles-De Koninck, Université Laval
Québec (Québec), CANADA, G1V 0A6
Téléphone : 418-656-2131, poste 6538
Télécopieur : 418-656-3634

www.cei.ulaval.ca

CHRONIQUE

La réélection de Dilma Rousseff : quelles conséquences sur la politique étrangère brésilienne ?

Par Mamadou Lamine Sarr*

Le 26 octobre dernier, la présidente sortante et candidate du Parti des travailleurs (PT), Dilma Rousseff, a été réélue au second tour de l'élection présidentielle brésilienne avec 51 % des voix, devant le candidat du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB), Aécio Neves. Pour ce nouveau mandat de quatre ans, Dilma Rousseff est attendue sur divers enjeux nationaux dont la relance économique, la lutte contre la corruption, les inégalités et l'insécurité, mais elle sera aussi jugée sur sa politique étrangère. Au vu des efforts entrepris par le Brésil ces dernières décennies pour s'affirmer comme un acteur majeur sur la scène internationale, la politique étrangère constituera un baromètre incontournable au moment du bilan. La consolidation du Marché commun du Sud (Mercosur), les relations avec les États-Unis, la coopération Sud-Sud et les relations avec les pays émergents sont autant d'enjeux sur lesquels Mme Rousseff devra se pencher.

Une politique étrangère héritée de Lula

En succédant à Luiz Inácio Lula da Silva à la présidence brésilienne en janvier 2011, Dilma Rousseff s'était engagée à poursuivre la politique étrangère de son prédécesseur. Comme c'était le cas sous Lula, il s'agissait pour Mme Rousseff de

positionner le Brésil comme un interlocuteur crédible et autonome face aux pays occidentaux, en particulier les États-Unis. Elle a ainsi poursuivi l'articulation de la politique étrangère brésilienne autour de trois axes principaux : la consolidation de la coopération en Amérique du Sud, le renforcement des relations avec les pays du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) et avec les pays du Sud (notamment les pays africains) ainsi que le renforcement de la présence brésilienne dans les organisations internationales. Cependant, la présidente Rousseff a beaucoup souffert des comparaisons avec son prédécesseur et son déficit de charisme par rapport à Lula a souvent été considéré comme un frein à la politique étrangère « active et fière » instaurée par l'ancien président. De plus, on lui a souvent reproché d'avoir trop marginalisé la politique étrangère du pays au profit de la politique interne.

Principaux enjeux de la politique étrangère brésilienne jusqu'en 2018

L'un des principaux enjeux dont le Brésil doit se soucier sur la scène internationale reste l'intégration en Amérique du Sud, notamment au sein du Marché commun du Sud (Mercosur). D'ailleurs, le Mercosur a entamé une consolidation de ses relations avec d'autres blocs régionaux, comme l'atteste la création en juillet 2014 d'une zone économique complémentaire (ZEC) avec l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA), la Communauté caribéenne (Caricom) et Petrocaribe. Il est clair que l'avenir de cette ZEC dépend en grande partie de l'action de la première puissance économique de la région, puisque le Brésil assurera de janvier à juin 2015 la présidence tournante du Mercosur.

La présidence brésilienne du Mercosur sera également attendue sur son rapprochement avec l'Alliance du Pacifique (AP), qui regroupe le Chili, la Colombie, le Mexique et le Pérou. Ces derniers mois, la présidente chilienne, Michelle Bachelet, a multiplié les appels pour une convergence des deux ensembles. La présidente Rousseff avait répondu favorablement à cet appel en proposant que l'abaissement des droits de douane avec les pays de l'AP prévu en 2019 soit effectif dès 2015. Si l'on ne peut ignorer les limites d'une telle convergence, notamment en raison des différences idéologiques entre le Mercosur et l'AP, n'empêche que le rapprochement entre ces deux blocs, qui représentent 80 % du commerce extérieur et près de 90 % du produit intérieur brut de l'Amérique latine, serait un véritable catalyseur de

l'intégration régionale. Ceci permettrait au Brésil de renforcer sa présence économique et commerciale dans la région, au moment où les États-Unis, la Chine et la Russie y sont de plus en plus actifs. Par ailleurs, le Brésil devra aussi s'affairer à convaincre les autres pays du bloc, en particulier l'Argentine, de conclure un accord de libre-échange avec l'Union européenne (UE) et dont les négociations durent depuis près de 15 ans.

Quid des relations avec les États-Unis? Les révélations en 2013 sur l'espionnage des communications de la présidente brésilienne et de la compagnie Petrobras par l'Agence nationale de sécurité américaine (NSA) ont jeté un froid diplomatique entre les deux États. L'annulation du voyage officiel de la présidente Rousseff aux États-Unis qui était prévu en octobre 2013 à la suite du refus du président Obama de présenter des excuses a marqué l'ampleur de la tension qui règne entre les deux nations. Au-delà des excuses, Dilma Rousseff souhaite aussi une reconnaissance de son pays comme un partenaire de première importance par Washington ainsi qu'un soutien dans sa quête d'obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. Pour le moment, rien n'indique que Washington est prêt à satisfaire les exigences brésiennes ou que la présidente Rousseff est disposée à faire table rase de cet épisode. Si elles souhaitent consolider leur coopération économique et commerciale, les deux plus grandes puissances économiques des Amériques devront pourtant dépasser ce statu quo diplomatique.

Un autre enjeu sur lequel Dilma Rousseff sera certainement active comme ce fut le cas lors de son premier mandat concerne le renforcement du BRICS. Le Brésil parie sur le fait qu'une redéfinition de l'échiquier international avec un BRICS plus autonome et plus influent ne peut que l'aider à atteindre ses objectifs sur la scène internationale. À titre d'exemple, lors du dernier sommet des BRICS organisé à Fortaleza (Brésil) en juillet dernier, les pays membres ont lancé la Nouvelle banque de développement (NBD), qui disposera d'un capital initial de 50 milliards \$ US qui servira à financer des projets d'infrastructures. La NBD aura également un fonds de réserve de 100 milliards \$ US qui permettra aux pays membres de faire face à d'éventuelles crises financières. Pour Brasilia, ceci constitue une réponse à l'opposition des États-Unis sur la question de la réforme des droits de vote au sein de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Avec ce type d'initiative, le Brésil espère asseoir sa position parmi les grandes puissances et la

consolidation du BRICS sera sans doute un axe fort de la diplomatie brésilienne pour ce second mandat de Dilma Rousseff.

Finalement, la coopération avec les pays du Sud, en particulier avec l'Afrique, sera certainement poursuivie. Certes, Dilma Rousseff s'est personnellement moins engagée que ne l'avait fait Lula dans le rapprochement avec l'Afrique, mais cet enjeu demeure une des priorités de la politique étrangère du pays. Les difficultés économiques que connaît actuellement Brésil ont eu pour effet de compromettre le renforcement de la politique d'aide au développement à l'Afrique, mais au vu des intérêts économiques et commerciaux brésiliens en Afrique puis de la sécurité dans l'Atlantique Sud, la consolidation des liens avec l'Afrique est un défi que la présidente Rousseff devra relever. La légitimité de l'aspiration internationale du Brésil passe aussi par sa capacité à tenir ses engagements en matière de politique étrangère et le rapprochement avec l'Afrique en est une depuis une décennie.

** Mamadou Lamine Sarr – Candidat au doctorat en science politique et auxiliaire de recherche au Centre d'études interaméricaines*